

fournit un financement de soutien aux exportations canadiennes. Me reportant encore une fois au problème particulier qui se pose à Peterborough, il existe de véritables perspectives pour l'usine de la Canadian General Electric notamment sur le marché de l'exportation. L'agent clé, qui a réussi grâce au financement à établir ces marchés et à créer les emplois associés à l'obtention de ces contrats, est la Société pour l'expansion des exportations.

La création de Société pour l'expansion des exportations a été promulguée le 1<sup>er</sup> octobre 1969; elle devait remplacer la Société d'assurance des crédits à l'exportation. La Société pour l'expansion des exportations possède des pouvoirs beaucoup plus étendus et des ressources financières beaucoup plus vastes pour faciliter le financement des exportations canadiennes. En plus d'offrir une assurance de crédits à l'exportation, fonction traditionnelle de la société précédente, elle peut accorder des prêts directs à long terme pour les exportations de produits manufacturés au Canada à la fois pour son propre compte et, pour celui du gouvernement.

Cette faculté s'est révélée singulièrement importante pour obtenir des commandes considérables et créer des emplois au Canada. La Société a signé des ententes de financement pour une valeur de 65 millions en 1969, et de 100 millions en 1970. Jusqu'ici cette année, les ententes de financement qu'elle a signées pour des transactions d'exportation dépassent 100 millions. Ce chiffre ne comprend pas un crédit de 100 millions que la SDE a mis à la disposition du gouvernement impérial d'Iran, en vertu duquel une multitude de fournisseurs canadiens offriront des biens et des services à ce pays. La situation de l'emploi se ressentira d'une telle mesure. On donnera comme exemple le prêt de \$43.5 millions consenti par la SDE pour la construction de navires, laquelle occupera dans le chantier naval, une main-d'œuvre équivalant à 3,000 années-hommes.

● (5.20 p.m.)

Je veux simplement dire que ces mesures font partie d'un plan d'ensemble qui inclut le budget et qui vise non seulement à l'expansion économique mais aussi à la sécurité de l'emploi pour les travailleurs des industries du Canada. Je pourrais en dire bien plus long, monsieur l'Orateur, mais d'autres députés veulent prendre part au débat. Je sais que mon distingué collègue de Bourassa désire prendre la parole et je suis certain que son intervention sera importante.

Une fraction seulement de cette stratégie industrielle se traduira inévitablement par une prise de position de la part du gouvernement au sujet de la propriété étrangère. Le Comité pour un Canada indépendant a rencontré aujourd'hui le premier ministre (M. Trudeau) et d'autres ministres également. Il se peut que nous, en Ontario, nous nous préoccupions un peu trop de la chose, mais je crois qu'il est tout à fait raisonnable de dire qu'il y a beaucoup de gens qui appuient la thèse défendue par ce Comité. Ce groupement est multipartisan; on y trouve des sympathisants de tous les partis politiques. Il a axé son action sur une question qui touche particulièrement le peuple et le gouvernement lui-même. Le gouvernement ne s'est pas fait attendre. Il a fait savoir que l'un des membres du cabinet prépare actuellement un document portant sur la politique du gouvernement en la matière. Il faut y voir encore là une fraction de la stratégie du gouvernement dans son ensemble, non seulement en regard des emplois

et de la sécurité de l'emploi, mais en vue de procurer ces choses pour le bien même du pays.

C'est une bonne idée que d'examiner de près comment cette manœuvre non seulement résistera au temps mais quels seront les résultats de son application sur le marché du travail de 20 millions de personnes. J'ai hâte de voir cette déclaration de principe, mais je suis prêt à attendre, persuadé que le résultat n'en sera que meilleur. Je termine, monsieur l'Orateur. Le débat porte sur le budget, concerne principalement le budget, et ce budget n'est pas sans charme. Toutefois, ce n'est pas tout ce que le gouvernement a fait depuis trois ans pour combiner une stratégie industrielle d'ensemble avantageuse non seulement pour l'économie en général mais s'intéressant aussi aux travailleurs canadiens, en vue de leur assurer non pas uniquement la sécurité d'emploi mais aussi des chances plus nombreuses de meilleurs emplois.

**M. A. C. Cadieu (Meadow-Lake):** Monsieur l'Orateur, j'ai écouté attentivement le discours du député de Peterborough (M. Faulkner) et j'ai été très surpris de l'entendre condamner les conservateurs de la Saskatchewan alors que les manœuvres électorales des libéraux ont si lamentablement échoué. Il a condamné les conservateurs, mais je lui rappelle que nous n'avions que 16 candidats et que les libéraux en avaient 60. Nous n'avons réussi à faire élire aucun candidat, mais les libéraux ont perdu le pouvoir. Ils l'ont perdu parce que les libéraux avaient fait un véritable gâchis, et non pas seulement les libéraux de la Saskatchewan. Les libéraux d'Ottawa ont joué un rôle important dans cette affaire. Comme l'a dit l'ancien premier ministre Thatcher, la seule façon et le seul moment pour se faire écouter étaient lorsqu'il condamnait le gouvernement Trudeau. Toutefois, lorsqu'il a arrêté d'en parler, lorsqu'il a pensé qu'un jour il aimerait bien être nommé au Sénat, tout le monde a cessé de l'écouter.

Je dois dire que je sympathise beaucoup avec le gouvernement et surtout avec le ministre qui écope du portefeuille des Finances. J'ai souvent envie de me rendre près de lui et de le guider parmi la députation de ce côté, même de lui prêter mon programme afin qu'il puisse différencier les acteurs des spectateurs. Je suis à peu près certain quant à moi que la majorité de ceux que l'on voit chez les ministériels sont spectateurs; voyez l'effet qu'a produit l'intervention d'un député de la rangée du fond lorsqu'il a tenté de faire figurer au compte rendu quelques morceaux choisis. Évidemment, il savait d'avance qu'il n'allait pas aller bien loin. Il est bien tenu en laisse, comme la plupart de ses collègues, et il a toute ma sympathie dans sa vaine tentative de se faire entendre. A plusieus égard, le député libéral d'arrière-ban incarne le citoyen canadien qui essaie de se faire entendre des députés qu'il envoie à la Chambre. Le citoyen canadien n'a pas beaucoup de laisse non plus et se fait remballer par un gouvernement bouleversé et craintif.

Le budget que nous sommes en train de débattre révèle bien que les ministres et les députés d'en face commencent sans aucun doute à avoir peur. Le temps est proche où ils auront à rendre des comptes, où ils devront répondre devant le peuple de tous leurs programmes mal conçus et non conçus, de tous leurs budgets et de ceux qu'ils n'ont pas établis. Le temps est proche où le gouvernement devra montrer les résultats des dépenses excessives qui ont caractérisé le ministère actuel.